

res et pétrolifères dans le Sud du Canada, mais nous avons en même temps créé des problèmes de pollution.

Le gouvernement n'a pas attendu que l'opposition lui indique les mesures à prendre. Ce qui me stupéfie, monsieur l'Orateur, c'est que l'opposition ne se rend pas compte que le problème dont elle parle aujourd'hui a été résolu il y a un an quand la Chambre a adopté quatre mesures législatives portant sur le contrôle de l'environnement dans le Nord. Les députés de l'opposition dormaient peut-être le jour où nous avons adopté la loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, la loi sur les eaux intérieures du Nord, le Règlement sur l'utilisation des terres...

M. Harding: Une seule question. La loi sur les eaux intérieures du Nord a-t-elle été proclamée?

L'hon. M. Chrétien: Vous voulez parler du règlement sur l'utilisation des terres et je vous ai dit pourquoi nous ne l'avons pas encore promulgué.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le ministre et le député pourraient peut-être continuer tout à l'heure, à l'extérieur de la Chambre leur présente conversation, mais, pour le moment, le ministre devrait prononcer son discours en s'adressant à la présidence.

L'hon. M. Chrétien: Merci, monsieur l'Orateur. Il nous faut développer le Nord de façon équilibrée pour nous assurer de le mettre en valeur, d'abord dans l'intérêt de ses habitants et ensuite pour que l'économie du pays entier en bénéficie. Je suis stupéfait que les membres de l'opposition reprochent au gouvernement de n'avoir rien fait dans le Nord. Les députés apprendraient peut-être avec intérêt qu'en 1963, la production minière dans le Nord a atteint une valeur totale de 29 millions de dollars. En six ans, nous avons porté ce total à quelque 200 millions.

M. Baldwin: C'est grâce au chemin de fer de Pine Point.

L'hon. M. Chrétien: Ce chemin de fer ne sert pas au Yukon. Je connais l'argument invoqué par l'autre député albertain. Étant donné que l'aménagement du Nord profite à la population de l'Alberta, à mon avis les députés devraient plutôt nous soutenir plutôt que de mettre des bâtons dans les roues.

M. Baldwin: C'est pourquoi nous avons présenté cette motion.

L'hon. M. Chrétien: Bien des fois, le gouvernement a énoncé les buts qu'il poursuit dans le Nord. Je ne veux pas répéter ce que j'ai dit tant de fois à la Chambre, mais vous me permettez d'exposer brièvement les objectifs que nous avons conçus depuis quelques années pour cette région. Le gouvernement a bien précisé ses objectifs. Ce que nous voulons, c'est un meilleur mode de vie pour les habitants du Nord, qui doivent devenir les associés à part entière des autres Canadiens dans le développement de la région et dont les goûts et les aspirations doivent peser dans la balance.

Nous devons protéger l'environnement du Nord et le préserver de dommages irréparables. A cette fin, il faut une surveillance fondée sur la recherche et la planification. Nous avons l'intention de maintenir la souveraineté

canadienne et la sécurité dans le Nord. Nous devons continuer à encourager l'expansion économique rentable dans ces régions, afin qu'elles puissent contribuer comme il convient à la réalisation de nos objectifs et à l'économie nationale. Nous voulons assurer une constante évolution du gouvernement dans les territoires. Nous voulons que les territoires du Nord réalisent leur potentiel en vue de l'expansion sociale et culturelle du Canada. Nous voulons promouvoir les occasions de loisirs et de récréation dans ces régions, grâce surtout à des parcs nationaux et à d'autres mesures adéquates de conservation. Voilà les buts généraux que nous poursuivons dans le Nord.

Je suis heureux que l'opposition ait choisi le Nord comme sujet de ce débat de deux jours. Ce qui me déçoit, c'est que les députés de l'opposition n'ont rien proposé pour développer le Nord. Ils se sont grandement écartés de la vision du Nord qu'avait le très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker). Bien qu'il y ait eu certaines critiques hier, plusieurs des orateurs n'ont même pas parlé du Nord. Des députés ont parlé du Labrador, d'autres du Nouveau-Québec, d'autres du delta de l'Athabasca en Alberta et d'autres du gouvernement de la Colombie-Britannique, mais très peu de députés de l'opposition officielle ont parlé du Nord.

Un débat comme celui-ci est une occasion de présenter des idées positives. Mêmes si certains députés avaient de bonnes idées, la plupart d'entre eux n'ont pas abordé la véritable question, savoir si nous devrions ou non développer le Nord. Devrions-nous oui ou non tenter de découvrir si le Nord contient des ressources renouvelables? Quel genre de développement devrions-nous apporter? Devrions-nous construire ou non des pipe-lines dans le Nord? Voilà la question que nous devrions débattre et rares sont les députés de l'opposition qui veulent en convenir. C'est pourquoi j'ai décidé de parler en premier aujourd'hui afin de rétablir l'orientation du débat. Sinon, nous perdons notre temps.

• (3.40 p.m.)

Une voix: C'est ce que nous faisons maintenant.

L'hon. M. Chrétien: Je discute du véritable problème. Je suis heureux que le chef du NPD ait déclaré que nous ne devrions pas vendre nos ressources renouvelables. Je ne partage pas son point de vue, mais c'est ce qu'il a dit: que nous ne devrions pas vendre notre gaz aux États-Unis. Voilà sa position, mais il aurait dû vérifier ses sources de renseignements. Une grande partie de la production du Nord s'en va vers le Japon, l'Allemagne Fédérale, l'Inde etc.

Une voix: Il a dit qu'il n'était pas expert en la matière.

L'hon. M. Chrétien: Nous l'avons tout de suite vu lorsqu'il a pris la parole. Je crois que nous pouvons trouver un compromis entre ceux qui refuseraient de vendre nos richesses et ceux qui affirment que nous devons les exploiter et en profiter. Si vous laissez des richesses dormir pendant des années, vous finissez par vous en désintéresser complètement. Le marché vous échappe et vous en perdez les bénéfices qui vous permettraient de bâtir des écoles, de lancer des programmes sociaux etc.

Le gouvernement constate une fois de plus que nous ne pouvons pas suivre la voie préconisée par les députés de